



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

VILLE DE PETIT-CANAL

*Extrait du Procès-Verbal des délibérations
Conseil municipal du 06 AVRIL 2022*

N° de la délibération : BM/NA/2022/04-03-27

**Objet : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 29 SEPTEMBRE 2021**

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 20

Absents : 02

Délégations : 07

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

971-219711199-20220406-2022-04-03-27-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/04/2022

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi 06 Avril à dix-neuf heures huit minutes, le conseil municipal de la ville de Petit-Canal s'est réuni à la salle des délibérations en mairie, après la convocation légale, sous la présidence de Monsieur Blaise MORNAL, Maire.

La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 30 Mars 2022.

Étaient présents (20) : M. Blaise MORNAL, Mme Sheila REINE ép. RAMPATH, M. Modvène MAGEN-TERRASSE, Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN, M. Laurent CHERALDINI, Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT, M. Rénalt SIOUMANDAN, M. Moïse ATAM-KASSIGADOU, Mme Isabelle MANDRIN, M. Honoré FULRAD-PITTERE, M. Didier MOUROUVIN, M. Mario ALLEAUME, Mme Séverine NOYON ép. VALIER, M. Rony VERSIN, Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS, Mme Astride HAMLET, M. Rémi SINGARIN-SOLE, M. Hubert HUTIN, Mme Axelle KAULANJAN, Mme Stella BOUDHOU

Délégations (07) : Mme Ornella KINDEUR avait donné procuration à Mme Sheila REINE ép. RAMPATH ; Mme Josette JERPAN avait donné procuration à M. Blaise MORNAL ; M. Jordan DANIEL avait donné procuration à M. Mario ALLEAUME ; Mme Elodie PITON avait donné procuration à Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS ; Mme Anny-Claude BRAZIER avait donné procuration à M. Rony VERSIN ; Mme Brenda SITCHARN avait donné procuration à Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN ; M. Stéphane SINNAN avait donné procuration à Mme Axelle KAULANJAN

Étaient absents (02) : Mme Rose-Lise MORDIER, M. José EUGENE

Secrétaire de séance : Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS

Quorum : réalisé

DELIBERATION BM/NA/2022/04-03-27

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2021

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2121-15,

Monsieur le Maire expose que le projet de procès-verbal de la séance du 29 septembre 2021.

Où l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré, et après scrutin public,

A la majorité,

ARTICLE 1^{er} : APPROUVE le procès-verbal de la séance du 29 septembre 2021.

Fait et délibéré à Petit-Canal le 06 Avril 2022

Ont signé au registre des délibérations

Les présents (20) : M. Blaise MORNAL, Mme Sheila REINE ép. RAMPATH, M. Modvène MAGEN-TERRASSE, Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN, M. Laurent CHERALDINI, Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT, M. Rénalt SIOUMANDAN, M. Moïse ATAM-KASSIGADOU, Mme Isabelle MANDRIN, M. Honoré FULRAD-PITTERE, M. Didier MOUROUVIN, M. Mario ALLEAUME, Mme Séverine NOYON ép. VALIER, M. Rony VERSIN, Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS, Mme Astride HAMLET, M. Rémi SINGARIN-SOLE, M. Hubert HUTIN, Mme Axelle KAULANJAN, Mme Stella BOUDHOU

Les représentés (07) : Mme Ornella KINDEUR avait donné procuration à Mme Sheila REINE ép. RAMPATH ; Mme Josette JERPAN avait donné procuration à M. Blaise MORNAL ; M. Jordan DANIEL avait donné procuration à M. Mario ALLEAUME ; Mme Elodie PITON avait donné procuration à Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS ; Mme Anny-Claude BRAZIER avait donné procuration à M. Rony VERSIN ; Mme Brenda SITCHARN avait donné procuration à Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN ; M. Stéphane SINNAN avait donné procuration à Mme Axelle KAULANJAN

Pour expédition conforme

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

971-219711199-20220406-2022-04-03-27-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/04/2022

Le Maire

Blaise MORNAL



Certifié exécutoire par le maire

Compte tenu de la transmission en sous-préfecture et de la publication le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- 1- D'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Basse-Terre. Dans les conditions fixées par le code de justice administrative, le délai de recours contentieux outre mer peut être porté à trois mois.
- 2- Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr
- 3- D'un recours gracieux auprès de la Commune de petit-Canal, étant précisé que cette dernière dispose d'un délai de deux mois pour répondre, son silence valant alors décision implicite de rejet.